



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°4831 - JEUDI 5 SEPTEMBRE 2024

CHINE -AFRIQUE

Le Focac pose les bases d'une coopération plus fructueuse

La 9^e édition du Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) que le Congo copréside s'ouvre officiellement ce 5 septembre à Beijing, en République populaire de Chine, par le discours du président chinois, Xi Jinping. Les dirigeants chinois et africains entendent à l'occasion collaborer plus étroitement et faire preuve d'une grande solidarité dans le cadre de la coopération sino-africaine. Cette édition à laquelle prennent part plusieurs chefs d'Etat, membres de gouvernement, les acteurs économiques africains et représentants d'organisations africaines et internationales est l'occasion, pour les deux parties, de se fixer de nouveaux objectifs. Il s'agit notamment de la gouvernance, l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture, la paix et la sécurité, mais aussi de la coopération dans le cadre de l'initiative La Ceinture et la Route.

Pages 8-9 et 16



Logo Focac 2024/CGTN

ELIMINATOIRES CAN 2025

Le Congo affronte le Soudan du Sud à Massamba-Débat



Isaac Ngata, le sélectionneur des Diables rouges

Les Diables rouges de la République du Congo affrontent cet après-midi (le 5 septembre) au stade Alphonse-Massamba-Débat la sélection soudanaise, dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025. Prélude à cette rencontre, le sélectionneur congolais, Isaac Ngata, a exprimé, lors de la conférence de presse d'avant match, son optimisme pour ce match. « *L'important est d'amener cette équipe à gagner ce match, parce que le premier match est le plus déterminant* », a-t-il déclaré.

Page 13

LYCÉES INTERDÉPARTEMENTAUX

Plus d'une centaine d'élèves exclus

Cent trente-huit élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 12/20 dans les lycées interdépartementaux de Djambala, Madingou, Sibiti, Ouessou et Vindoulou ont été remis à la disposition de leurs directions départementales d'origine pour insuffisance de résultats, conformément aux exigences fixées par le ministère de l'Enseignement général en charge desdits établissements. Selon une note de service de la direction générale de l'Enseignement secondaire, ces élèves qui ne sont pas autorisés à retourner dans ces différents lycées ont obtenu des moyennes allant de 04 à 11,95 sur 20, ce qui n'est pas



Des bâtiments du lycée départemental de Ouessou

conforme au décret n°2019-444 du 30 décembre 2019 portant institution, organisation et statut des lycées interdépartementaux. « *Tout*

élève ayant obtenu une moyenne inférieure à 12/20 est réorienté vers un lycée classique », stipule le décret.

SECTEUR AGRICOLE

Stimuler la croissance par la formation des compétences

Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche entend stimuler la croissance agricole par la formation des compétences dans ce secteur pour contribuer à la diversi-

fication économique du Congo. Dans cette perspective, le ministère a organisé, en partenariat avec le Projet de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles au Congo, une

formation visant à donner des outils nécessaires capables de promouvoir les petites et moyennes entreprises œuvrant dans le secteur agricole.

Page 2

Éditorial

Rééquilibrer

Page 2

ÉDITORIAL

Rééquilibrer

Le sport congolais est en quête de redémption. Des solutions doivent être trouvées pour lui insuffler une nouvelle dynamique, d'autant plus que son développement général et spécifique ne peut être possible sans les infrastructures dignes de ce nom. Pour l'instant, seule Brazzaville possède de terrains pouvant accueillir les rencontres internationales. L'absence des gymnases ou des stades de qualité dans les autres villes est un déséquilibre qu'il faudrait vite résoudre, surtout à Pointe-Noire, la ville dans laquelle les Diables rouges football avaient validé leurs deux dernières qualifications à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2000 et 2015.

Aujourd'hui, les équipes de la deuxième ville du pays continuent à tisser le mauvais coton, faute des installations sportives répondant aux normes requises. En analysant la situation du Complexe sportif de Pointe-Noire, on donne raison aux observateurs quand ils confirment qu'un bon terrain garantit à 50 % la qualité de jeu.

La pelouse synthétique qui a été installée dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 20 ans que le Congo a organisée en 2007 s'est complètement dégradée, exposant les athlètes à des risques de blessures. Le changement de la pelouse s'impose au même titre que la construction d'un gymnase pour élever le niveau de compétitivité des équipes de la ville océane.

Cet appel participera à la volonté de moderniser la pratique des disciplines se jouant en salle au Congo dans la mesure où le sport a considérablement évolué. La réalisation de ce projet sera une option pour rendre les équipes de handball, basketball... de cette ville plus conquérantes.

Les Dépêches de Brazzaville.

SECTEUR AGRICOLE

Stimuler la croissance par la formation des compétences

Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Pascal Robin Ongoka, a organisé, le 3 septembre, à Brazzaville à la faveur d'un atelier, l'étude sur les besoins de compétences dans le secteur agricole en République du Congo (Sted) accompagnée du répertoire opérationnel des métiers et des emplois (Rome).

L'étude Sted et le Rome vont fournir au Congo des informations pertinentes et actualisées sur le répertoire des métiers actuellement en demande ainsi que l'identification des lacunes en compétences dans le secteur agricole. Ils vont également rapprocher l'éducation et la formation pour répondre aux besoins en compétence des entreprises ainsi qu'à ceux des unités productives du secteur agricole afin de soutenir la croissance des exportations, la diversification économique et la création d'emplois.

Les deux études sont lancées dans le cadre du projet d'assistance technique du Bureau international du travail (BIT) au projet de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles au Congo (Prodivac) en collaboration avec le projet Actions catalytiques pour le programme conjoint UA/OIT/OIM/UNECA sur la gouvernance des migrations de main-d'œuvre pour le développement et l'intégration en Afrique (JLMP-Action). Selon le coordonnateur Nguinda-Akany Illitch, le Prodivac a qualifié l'opportunité des différents stages de formations des apprenants organisés par le BIT comme étant « une relance d'activités au profit de la structure dont il a la charge. (...) Le Prodivac devra toucher 40% de jeunes par rapport à la convention signée avec le BIT ». Une occasion qui, selon ce dernier, consistera à appliquer plusieurs méthodologies professionnelles : le commerce et la diversification économique. « Le Prodivac financé par la Banque africaine de développement contribue à la réalisation des objectifs du Plan national de développement 2022-2026 relatifs à la promotion d'une agriculture résiliente », a signifié Gloria



Les participants/Adiac

Oket Ondako, la coordonnatrice du BIT pour Prodivac. Cette dernière a relevé que le Prodivac centralise ses interventions sur quatre chaînes de valeurs (manioc, maïs, volaille et poissons) priorisées par les acteurs directs sur la base de la demande des marchés, leur contribution à l'économie nationale et l'impact potentiel sur les ménages agricoles, les jeunes et les femmes. « Le BIT s'est engagé à soutenir le Congo en proposant des solutions durables pour le développement des compétences et de l'entrepreneuriat agricole renforçant ainsi l'employabilité des jeunes et des communautés vulnérables tout en créant des emplois décents. (...) Ces deux études contribueront à l'alignement entre l'offre et la demande », a souligné la coordonnatrice du BIT pour Prodivac. Actuellement, le Prodivac couvre prioritairement les corridors des grands centres de commercialisation de Brazzaville et Pointe-Noire, et les bassins de production dans les départements des Plateaux, du Pool, de la Bouenza, de la

Cuvette et du Niari. Pour le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Pascal Robin Ongoka, « les deux études sont très importantes pour le développement de l'agriculture moderne, compétitive et durable dans notre pays. Elles permettront d'orienter nos politiques agricoles et d'adapter nos programmes de formations et renforcer nos capitaux humains ».

Signalons que le projet JLMP-Action vise à créer des synergies, à tirer parti des ressources existantes pour améliorer la migration et la mobilité de la main-d'œuvre en Afrique et à promouvoir l'intégration régionale et le développement inclusif du continent. Par ailleurs, le Prodivac a pour objectif d'améliorer les chaînes de valeurs agricoles ainsi que l'environnement des affaires propice à la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles. Il vise également à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Fortuné Ibara

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service),
Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara,
Myck Mienet Mehdi,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Plus d'une centaine d'élèves exclus des lycées interdépartementaux

Cent-trente-huit élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 12/20 dans les lycées interdépartementaux de Djambala, Madingou, Sibiti, Ouesso et Vindoulou ont été remis à la disposition de leurs directions départementales d'origine pour y être réorientés dans les différents lycées de leur choix, au titre de l'année scolaire 2024-2025, a-t-on appris d'une note de service de la direction générale de l'Enseignement secondaire.

Ces élèves qui ne sont pas autorisés à retourner dans les lycées interdépartementaux ont obtenu des moyennes allant de 11,95 à 04,95/20. Ce qui n'est pas conforme au décret n°2019-444 du 30 décembre 2019 portant institution, organisation et statut des lycées interdépartementaux. Au lycée interdépartemental de Madingou, dans le département de la Bouenza, ils sont au total 50 élèves dont 15 filles à être renvoyés. A Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, 34 élèves dont 18 filles sont exclus du lycée interdépartemental. A Pointe-Noire (Vindoulou), 16 élèves dont 8 filles sont exclus tandis qu'à Sibiti, dans la Lékoumou, 13 élèves dont 6 filles sont

renvoyés du lycée interdépartemental pour insuffisance des résultats. Notons que pour intégrer un lycée interdépartemental, l'élève doit être admis au brevet d'études du premier cycle (BEPC) avec

« Tout élève ayant obtenu une moyenne inférieure à 12/20 est réorienté vers un lycée classique »

une moyenne égale ou supérieure à 14/20. Le passage en classe supérieure



Une vue des bâtiments du lycée départementale de Ouesso/DR

est fixé à 12/20 et le redoublement n'est pas autorisé. « Tout élève ayant obtenu une moyenne inférieure

à 12/20 est réorienté vers un lycée classique », prévient le titre IV, du décret n°2019-444 du 30 dé-

cembre 2019, s'agissant du parcours scolaire des apprenants.

Parfait Wilfried Douniama

AUF-CONGO

Des chercheurs planchent sur la rédaction scientifique

Le bureau national de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) au Congo organise un atelier de formation, ouvert le 4 septembre à Brazzaville, sur le thème « Rédiger et publier un article scientifique » en faveur des chercheurs de l'Université Marien-Ngouabi et des établissements membres de l'AUF.

Débuté le 4 septembre sous l'égide du représentant national du Pr Edouard Ngamountsika, représentant de l'AUF-Congo, l'atelier de formation des chercheurs en rédaction et publication d'articles scientifiques prendra fin le 6 du même mois. « Le but est d'éclairer les doctorants, chercheurs, enseignants-chercheurs sur la rédaction, la production des connaissances, la publication d'un article », a-t-il expliqué.

La collecte des données, les modalités épistémologiques, la gestion de la biographie, l'écriture suivant la variation d'échelles, style analytique, modalités de citation tout en évitant le plagiat sont autant d'objectifs. La formation n'est pas faite uniquement



Les chercheurs en formation/Adiac

« Le but est d'éclairer les doctorants, chercheurs, enseignants-chercheurs sur la rédaction, la production des connaissances, la publication d'un article »

que de théorie. Les cas pratiques vont ponctuer les séances de travail.

Le Pr Yvon-Pierre Ndongo Ibara, un des formateurs, a, pour sa part, indiqué que cet atelier repose sur un élément clé de la formation des chercheurs. « L'atelier permet d'échanger sur les pratiques rédactionnelles actuelles », a-t-il fait savoir en évoquant les nuances entre la rédaction scientifique en matière de sciences exactes et en sciences humaines.

Les bénéficiaires de cette formation gratuite devraient donc donner le meilleur d'eux-mêmes pour en tirer profit dans la mise à jour de leurs connaissances en matière de rédaction et de publication d'un article scientifique.

Rominique Makaya

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

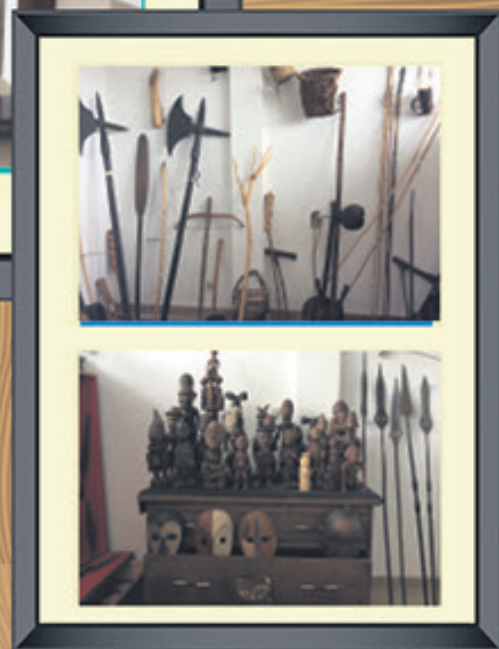
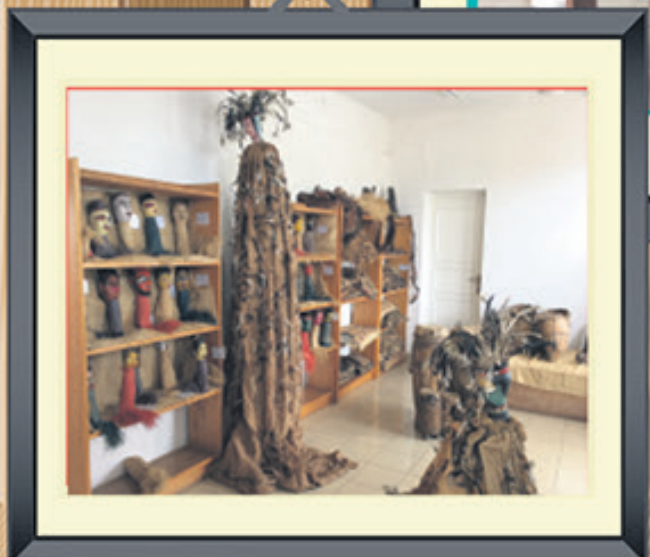
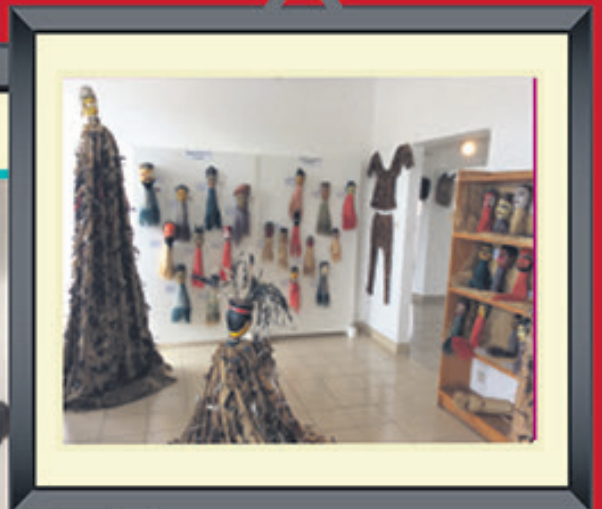
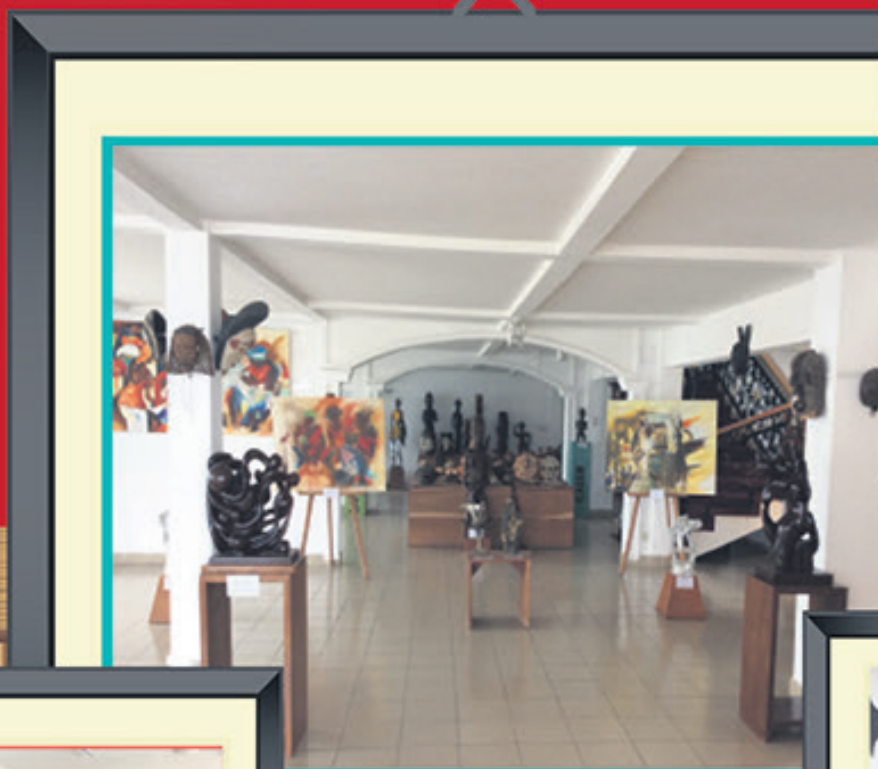
CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

RENTÉE LITTÉRAIRE

La septième édition s'ouvre le 19 septembre

La septième édition de la rentrée littéraire du Congo (Relico 2024) aura lieu, du 19 au 21 septembre, à la librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, sur le thème «Ouvrir un livre, le lire est un droit».

Organisée par Le Pen Centre Congo Brazzaville, en partenariat avec la librairie Les Manguiers des Brazzaville et l'association Culture Elongo Prix des cinq continents, la Relico 2024 permettra aux écrivains invités de disséquer les histoires de leurs ouvrages portant sur des sujets divers. Au programme de cette septième édition qui va durer trois jours, les interventions des auteurs suivants : Perez Epagna, Mme Eugénie Opou, Octave Mouandza, sous la modération de Willy Gom, le 19 septembre en matinée, puis Rosin Loemba, Mildred Moukenga, Malachie Cyrille Ngouloubi, sous la modération de Mongo-Etsion, le 19 septembre en début d'après-midi. La journée du 20 septembre connaîtra trois panels. Le



Obambé Gakosso et Ferréol Gassackys lors de la sixième édition Adiac

premier prévu en matinée se verra défiler les écrivains ci-après : Jean Rodrigue Ngakosso, un écrivain de la République démocratique du Congo, Florent Sogni Zaou, et Itoua sous la modération de Lewa-Let Mandah. Le

deuxième panel connaîtra la participation des écrivains, Chardin Nkala, Hugues Eta, et Willy Gom, sous la modération de Rosin Loemba. Enfin, le dernier panel, prévu dans l'après-midi du 20 septembre, aura comme

écrivains Henri Djombo, Candide Yoka, et Ferréol Gassackys, sous la modération de Fidèle Biakoro. La clôture de la septième édition de la Relico interviendra le 21 septembre. Bien auparavant, les amou-

reux des belles-lettres se satisferont avec la lecture du livre *Le Manguier, le Fleuve et la Souris* de Denis Sassou N'Guessou, puis les interventions de Grégoire Lefouoba, Chardin Nkala, Moukouami Mouendo, Mabilia Mapa, sous la modération d'Obambé Gakosso. S'en suivra le dernier panel constitué de Juste Désiré Mondélé, Nicole Mbala, Télémine Kiongo, sous la modération de Mme Guili Tsoumou Gavoka. La liste des auteurs et écrivains programmés pour cette septième édition de la Relico n'est pas exhaustive, a fait savoir Florent Sogni Zaou, responsable du Pen Centre Congo Brazzaville. Notons que l'activité sera agrémentée à l'ouverture par l'humoriste Fortuné Batéza et à la clôture par Zédem.

Bruno Zéphirin Okokana

COP 29

Les institutions africaines définissent leur agenda climatique

La Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (Pacja) ont réuni à Abidjan les principales parties prenantes afin d'aligner les priorités de l'Afrique en matière d'action climatique en prélude à la Conférence des parties sur le climat (COP 29).

La douzième rencontre sur le changement climatique et le développement en Afrique s'est ouverte, le 30 août, en marge de la dixième réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (AMCEN). Le ministre ivoirien de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, Assahoré Jacques Konan, a souligné l'impact disproportionné des changements climatiques sur l'Afrique, malgré sa faible contribution aux émissions mondiales. «L'Afrique émet moins de 4 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais elle est la plus touchée par

les conséquences néfastes des changements climatiques», a indiqué le ministre, qui a exhorté les participants à produire des résultats concrets devant servir de plateforme pour des recommandations exploitables visant à renforcer la participation de l'Afrique aux négociations internationales à venir, notamment celles de la COP 29. «Sans efforts urgents d'adaptation et d'atténuation, les changements climatiques entraîneront une perte annuelle équivalente à 5 % du PIB du continent d'ici 2040, et ce seront les pauvres, les femmes et les populations les plus vulnérables et marginalisées, principa-

lement en Afrique, qui subiront le plus gros des impacts», a déclaré l'ambassadrice Josefa Sacko, commissaire à la Commission de l'Union africaine chargée de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable. Elle a exhorté les participants à unir leurs forces avant la COP 29, en mettant l'accent sur la mobilisation de financements climatiques à grande échelle pour le continent. « Nous devons ancrer nos négociations, nos délibérations et notre position commune sur l'obtention de dons plutôt que sur le recours à la dette ou aux prêts, sur l'augmentation du

financement des projets et sur l'amélioration des marchés du carbone», a ajouté la commissaire de l'UA. Pour le directeur du département du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, Anthony Nyong, l'Afrique était confrontée à un déficit important en matière de financement climatique. «Le financement climatique mondial actuel est loin de répondre aux besoins et aux attentes des pays africains, moins de 3 % du montant total de ces fonds parvenant à l'Afrique subsaharienne chaque année», a-t-il indiqué. Il

a réaffirmé l'engagement de la Banque africaine de développement à doubler le financement climatique pour atteindre 25 milliards de dollars d'ici l'année prochaine et à faire passer la part de l'Afrique dans le financement climatique mondial de 3 à 10 %. La douzième conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique devrait permettre de dégager un consensus autour de la position des pays africains sur l'action climatique et d'aligner les priorités sur les résultats du bilan mondial de 2023, un processus clé de l'Accord de Paris.

Lopelle Mboussa Gassia

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

CABINET

COMMUNIQUE

Il nous a été donné de constater qu'il y a des informations, de diverses natures, circulant au sujet du défaut de paiement des échéances sur le marché des valeurs du trésor de la CEMAC.

Ce défaut, dû à un dysfonctionnement technique qui peut survenir dans le fonctionnement quotidien des services financiers, a vite été résolu normalisant ainsi la situation du Congo sur le marché sous régional.

Le Ministre de l'Économie et des Finances tient à rassurer les partenaires techniques et financiers, les établissements de crédit, les Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT), les divers investisseurs ainsi que les populations de la volonté du Congo à respecter, à tout moment, ses engagements financiers.

A cet effet, le Congo poursuivra les réformes en cours en matière de gouvernance économique et financière en vue de la conclusion favorable de la 6^{ème} revue du programme, soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC), conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Le Ministre de l'Économie et des Finances remercie l'ensemble des partenaires pour l'accompagnement constant et multiforme dans la mise en œuvre des réformes appropriées favorables à une croissance économique forte, résiliente, durable et inclusive pour le bien-être de nos populations.

Fait à Brazzaville, le 04 SEPT 2024

Le Ministre de l'économie et des



Baptiste ONDAYE

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

CENTRAFRIQUE

Le gouvernement plaide pour la levée totale de la sanction imposée sur ses diamants

Le gouvernement centrafricain a plaidé lundi pour la levée totale de la sanction imposée par le processus de Kimberley sur les diamants centrafricains.

Rufin Benam Beltoungou, ministre centrafricain des Mines et de la Géologie, a fait la plaidoirie lors d'une rencontre avec les ambassadeurs accrédités auprès de la République centrafricaine (RCA). La rencontre vise à faire la plaidoirie pour la levée totale de l'embargo sur les diamants centrafricains, mais aussi à présenter aux ambassadeurs les potentialités du pays en matières minières. «*La RCA a fait preuve de beaucoup de respects vis-à-vis des critères de validation des zones définies dans le cadre opérationnel. En dépit de tout cela, la sanction est toujours maintenue au mépris des textes du processus de Kimberley*», a déploré M. Benam. La sanction sur les diamants centrafricains a été à nouveau reconduite en 2023 lors de la session plénière du processus de Kimberley du 6 au 11 novembre dernier au Zimbabwe. Cette sanction était en vigueur depuis 2013 à cause de la guerre civile qui avait secoué la RCA mais allégée, donnant la possibilité à l'Etat centrafricain de vendre les diamants extraits des zones sous contrôle des forces gouvernementales.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un forum appelle à l'innovation et aux investissements

Des délégués participant au Forum sur les systèmes alimentaires en Afrique (AFS) à Kigali, au Rwanda, ont appelé mardi à l'innovation, aux investissements et à l'engagement politique de toute urgence pour transformer l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire sur le continent.

Le forum a attiré plus de 5.000 participants, y compris des décideurs politiques, des investisseurs de l'agro-industrie, des universitaires, des organisations paysannes, des représentants du secteur privé et des jeunes. Il s'est concentré sur l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires en Afrique avec pour thème «*Innover, accélérer et évoluer*».

S'exprimant au cours de l'événement, le Premier ministre rwandais, Edouard Ngirente, a souligné le besoin critique de collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et les autres parties prenantes afin d'obtenir des systèmes alimentaires durables. Il a exhorté les gouvernements africains à exploiter les technologies numériques, à adopter des pratiques offrant une meilleure résilience face au changement climatique, ainsi qu'à créer des systèmes inclusifs qui garantissent l'accès à des aliments sains et nutritifs pour tous les Africains.

«*Le chemin vers la transformation des systèmes alimentaires en Afrique dépend de notre capacité à innover, à accélérer et à évoluer*», a affirmé M. Ngirente, qui a mis l'accent sur l'importance d'une action rapide et coordonnée pour relever les défis du continent en matière de sécurité alimentaire.

Le forum a souligné l'urgence d'accélérer les efforts de transformation des systèmes alimentaires africains, motivée par les échéances imminentes des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et de la Déclaration de Malabo en 2025.

Le Forum AFS sert non seulement de plate-forme de discussion mais aussi de mécanisme de responsabilisation, puisqu'on attend des parties prenantes qu'elles tiennent leurs engagements et prennent des mesures concrètes pour favoriser la transformation des systèmes alimentaires africains.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Makembu Nsonga Davina. Je souhaiterais être désormais appelé Mbele Lelembe Davina.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

PARLEMENT DE LA CÉDÉAO

Conakry abrite les assises sur le système sanitaire et éducatif

Les députés du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont entamé mardi à Conakry, en Guinée, les travaux des assises de ce parlement sous-régional axés sur le système sanitaire et éducatif, a-t-on constaté sur place.

Ces travaux visent à réfléchir et échanger sur les questions principales du système sanitaire et éducatif dans l'intérêt des pays membres de cette organisation commune.

«*Promouvoir la santé dans l'espace ouest-africain*» est le thème de cette session délocalisée dans la capitale guinéenne.

Les députés de la Cédéao comptent faire des recommandations aux décideurs des pays membres afin de sensibiliser les populations sur les enjeux liés à la

santé et à l'éducation dans l'espace géographique de l'organisation. «*La commission mixte s'évertuera donc à réfléchir et à formuler des recommandations pertinentes visant à renforcer les systèmes de santé locaux, à améliorer l'accès aux soins et à promouvoir la santé communautaire*», a dit la présidente du Parlement de la Cédéao, Mémounatou Ibrahima.

Pour elle, l'éducation pour la santé est un outil préventif fondamental visant

à réduire la mortalité prématurée liée aux maladies et aux accidents souvent associés avec les comportements, ainsi qu'aux habitudes de vie. «*La Guinée fera tout ce qu'elle doit faire pour que la Cédéao continue de vivre, d'évoluer et qu'elle puisse répondre aux aspirations des pères fondateurs*», a dit le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, en ouvrant les travaux.

Selon lui, les recommandations qui sortiront de ces travaux serviront à l'ensemble des gouvernements ouest-africains pour parfaire la capacité d'organisation et de riposte face aux épidémies.

«La Guinée fera tout ce qu'elle doit faire pour que la Cédéao continue de vivre, d'évoluer et qu'elle puisse répondre aux aspirations des pères fondateurs»

MPOX

L'ONU tire la sonnette d'alarme face à la recrudescence des cas en Afrique

Environ 367 cas de Mpox dont trois décès ont été confirmés à ce jour dans cinq pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, alors que l'on craint que le nombre de cas n'augmente encore, a déclaré mardi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

En date de lundi, le Burundi a enregistré 328 cas, l'Afrique du Sud 24, l'Ouganda sept, tandis que le Rwanda et le Kenya en comptaient quatre chacun, a précisé l'Ocha.

«*Certains pays de la région,*

dont le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, ont lancé leurs plans d'intervention pour lutter contre la maladie. Cependant, le financement et les ressources limités entravent les efforts visant à freiner la propagation», a

écrit le service régional de l'Ocha pour l'Afrique australe et orientale dans sa dernière mise à jour sur la maladie.

Selon l'Ocha, plus de 3.800 cas confirmés ont été enregistrés en Afrique depuis janvier, le Burundi étant le deuxième pays le plus touché du continent après la République démocratique du Congo (RDC).

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

FOCAC

Faire progresser une coopération sino-africaine de haute qualité et verte

Alors que le sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) se tient à Pékin en septembre, l'importance de la collaboration sino-africaine occupe le devant de la scène. Le sommet offre l'occasion de réfléchir aux progrès substantiels réalisés dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'énergie et des infrastructures sur le continent africain, largement facilités par l'Initiative la Ceinture et la Route proposée par la Chine.

La coopération vise à étendre le rôle de l'Initiative la Ceinture et la Route dans la fourniture d'infrastructures d'énergie propre, bien qu'il reste beaucoup à faire.

Lancée en 2013, l'Initiative la Ceinture et la Route n'est pas simplement un programme d'infrastructure ambitieux ; il s'agit d'un engagement profond à améliorer la connectivité mondiale. Conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, elle promeut un développement économique, social et environnemental coordonné. Cette initiative va s'attaquer également aux causes profondes et aux obstacles qui entravent le développement et stimule le progrès autonome des pays partenaires de ladite initiative.

En Afrique, l'Initiative la Ceinture et la Route a catalysé des investissements essentiels dans les infrastructures publiques, créant des emplois, améliorant l'accès aux marchés et améliorant le niveau de vie. Les projets clés à travers le continent comprennent les chemins de fer, les autoroutes et les installations énergétiques, transformant des régions aupa-

ravant isolées en zones économiques dynamiques.

Par exemple, le chemin de fer à voie standard Mombasa-Nairobi a considérablement réduit les coûts et les temps de transport, favorisant ainsi les échanges commerciaux. Le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti relie l'Éthiopie enclavée au port de Djibouti, permettant ainsi un meilleur accès aux marchés internationaux.

Ces évolutions sont essentielles à la diversification économique de l'Afrique, permettant aux pays de réduire leur dépendance à l'égard des exportations de matières premières et de créer des économies résilientes, capables de résister aux fluctuations des marchés mondiaux et aux risques climatiques. Plus les pays deviennent économiquement résilients, mieux ils peuvent se protéger de la vulnérabilité climatique, la mission principale du Forum Chine-Afrique.

Un domaine clé dans lequel l'Initiative la Ceinture et la Route doit jouer un rôle plus important est celui des liens entre les investissements dans les infrastructures propres, le développement industriel vert et les minéraux cri-



Logo Forum Focac 2024/CGTN

tiques, un objectif général de la prochaine réunion du Focac. Il est reconnu que les défis sociaux et environnementaux doivent être relevés, mais les pays hôtes ont également la responsabilité de garantir que les projets à grande échelle bénéficient du soutien et de la responsabilité du public.

Les préoccupations écologiques Les critiques de l'Initiative la Ceinture et la Route s'inquiètent souvent de son impact environnemental, suggérant que le développement rapide des infrastructures pourrait mettre en péril les écosystèmes fragiles de l'Afrique. Cependant, il est crucial d'analyser à qui profite la promotion de

ces récits.

De nombreux militants et organisations critiquant les projets chinois pourraient avoir des intérêts géopolitiques et économiques sous-jacents, notamment la protection de la compétitivité de leurs entreprises nationales en Afrique. Il est essentiel de reconnaître que la Chine a adopté des mesures proactives, telles que l'intégration d'évaluations de durabilité dans la planification des projets. Les entreprises chinoises accordent de plus en plus la priorité aux pratiques de développement « vertes », notamment l'utilisation de matériaux renouvelables et de techno-

logies économes en énergie dans la construction.

L'Initiative la Ceinture et la Route relèvera de plus en plus de l'Initiative de développement mondial et de l'Initiative de civilisation mondiale. La Chine a également défendu l'idée d'une civilisation écologique, qui s'inscrit naturellement dans le contexte écologique unique de l'Afrique, de sa biodiversité et du fait que les émissions de l'Afrique sont les plus faibles au monde.

L'année dernière, le troisième Forum de la Ceinture et de la Route pour la coopération internationale a eu lieu à Pékin. L'un des résultats phares, avec 31 pays, l'initiative de partenariat de développement vert « la Ceinture et la Route » a été lancée pour renforcer la coopération dans la lutte contre le changement climatique, promouvoir conjointement la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, renforcer la collaboration en matière d'écologie et l'environnement ainsi que les infrastructures vertes, et souligner la coopération dans les secteurs de l'énergie verte, des transports verts et de la finance verte.

CGTN

Changement climatique et déploiement des énergies renouvelables

Le 13 décembre 2023, le consensus historique des Émirats arabes unis a été prononcé lors de la 28e Conférence des parties (COP28) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, avec en son cœur le premier bilan mondial, définissant les actions ambitieuses nécessaires pour maintenir 1,5 degré Celsius à portée de main. L'un des principaux objectifs du consensus est que les pays travaillent ensemble pour tripler la capacité mondiale de production d'énergie renouvelable installée d'ici 2030.

L'Afrique est dotée de vastes ressources énergétiques renouvelables, en particulier l'énergie solaire et éolienne, qui présentent des opportunités remarquables pour le développement durable. Les financements chinois de l'énergie solaire, éolienne et du développement exploitent déjà le marché énergétique africain. Cependant, la contribution de l'Afrique aux énergies renouvelables à l'échelle mondiale reste la plus faible et la plus chère en termes de kilowattheure produit.

Afin d'accélérer la transition énergétique et les actions climatiques dans le cadre d'efforts conjoints, la Chine promeut activement la coopération Sud-Sud sur le changement climatique et a établi le Partenariat énergétique de la Ceinture et de la Route avec 32 pays.

À l'approche de la COP29 et au-delà, le financement climatique sera le sujet clé des négoc-



Une vue de la ferme solaire de Garissa au Kenya/CGTN

ciations et la solution pour catalyser les actions collectives en faveur du climat. Les pays élaborent également de nouvelles stratégies et plans d'action sur le financement climatique pour le prochain cycle de contributions déterminées nationales (CDN) dans le cadre de l'Ac-

cord de Paris. Cependant, les CDN ne peuvent être mises en œuvre sans des solutions de financement équitables et diversifiées. Le rôle du Forum Chine-Afrique est de soutenir l'augmentation des flux d'investissement sur le continent qui sont alignés sur l'ambition et la

diversification économique de CDN.

À cet égard, le Forum Chine-Afrique travaille avec l'Université de Boston et les institutions chinoises compétentes pour débloquer des subventions et des financements concessionnels afin de développer des

solutions d'énergie propre sur le continent. L'une de ces initiatives consiste à obtenir un financement de la plateforme chinoise d'investissement pour la finance verte pour un mécanisme de préparation de projets en Afrique australe. Cela fait partie d'une stratégie plus large visant à aider les pays africains à accéder à de nouvelles sources de financement climatique grâce à notre travail sur les plateformes d'investissement nationales.

Nous attendons avec impatience les résultats du prochain Focac. Nous appelons à des progrès rapides en matière d'action climatique et à ce que la Chine travaille avec les pays africains et leurs peuples non seulement pour résoudre les problèmes d'accès à l'énergie, mais aussi pour utiliser la dynamique d'investissement pour promouvoir la diversification économique.

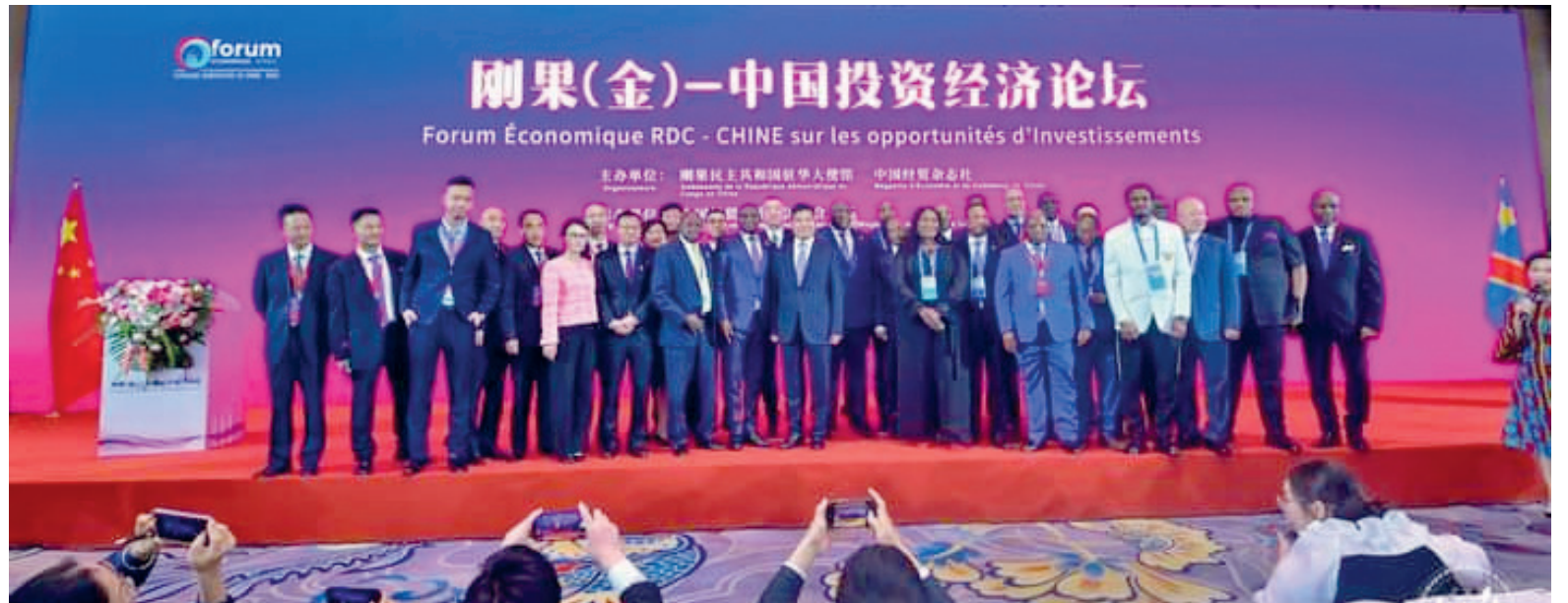
CGTN

BEIJING

Redynamisation du partenariat économique sino-congolais

Ils étaient près de trois cents entrepreneurs congolais et chinois à avoir participé au forum RDC-Chine qui s'est ouvert le 2 septembre à Beijing, en marge du Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac 2024) prévu du 4 au 6 septembre 2024.

Ce fut une occasion pour les officiels et entrepreneurs congolais de présenter les différentes opportunités d'investissement, chacun dans son domaine d'activités, et ce, en vue d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre la Chine et la RDC. Représentant le chef de l'État, Félix Tshisekedi, à cette activité, le VPM en charge des transports, Jean-Pierre Bemba, a salué cette initiative qui vise à mobiliser des partenariats gagnant-gagnant et à faciliter l'accès au financement public chinois. Des secteurs tels que les mines, le commerce, l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, les énergies durables et le numérique ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des participants. Les gouverneurs des provinces congolaises du



Les participants au forum économique RDC-Chine/DR

Haut-Katanga, du Lualaba et de Kinshasa ont présenté, à cette occasion, des projets d'investissement ambitieux, portant sur la rénovation et l'assainissement urbain, la distribution d'eau potable, la production d'énergie verte, ainsi que le développement du tourisme et de l'éducation. Des

projets qui visent à attirer des investissements chinois tout en répondant aux besoins infrastructurels et socio-économiques de la RDC. À travers cette organisation, la Chine a tenu à exprimer sa volonté inébranlable d'accompagner les initiatives en joint-venture entre les entreprises chinoises et

congolaises tout en donnant un meilleur aperçu de l'environnement des affaires en RDC. Le succès de ce forum économique marque une étape significative dans la consolidation des relations sino-congolaises, ouvrant ainsi la voie à de futurs investissements stratégiques qui pourraient transformer

les secteurs prioritaires en moteurs de développement pour les deux pays. La majorité des participants à ce forum ont salué la qualité des débats et des interventions, reflétant l'enthousiasme généré par les perspectives de partenariat à engager entre la RDC et la Chine.

Alain Diasso

CHINE/AFRIQUE

Pour 82% des jeunes africains l'influence de la Chine est positive

Un sondage d'une fondation sud-africaine réalisée auprès de 5604 jeunes de 16 pays africains confirme que la Chine demeure l'acteur le plus influent en Afrique.

Selon un sondage publié par l'Ichikowitz Family Foundation (IFF), la Chine reste la puissance étrangère ayant la plus grande influence positive en Afrique. Il s'agit d'un sondage mené auprès de 5604 jeunes africains âgés de 18 à 24 ans, originaires de 16 pays, dont la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Tchad et le Kenya. Il révèle que 82% des personnes interrogées considèrent l'influence de l'empire du Milieu comme étant positive. Le Royaume-Uni arrive au deuxième rang dans le classement des puissances étrangères dont l'influence est jugée positive sur le continent (80% des jeunes sondés), devant les Etats-Unis (79%), l'Inde (74%) et l'Union européenne (73%). Suivent les Emirats arabes unis et Israël (70% pour chaque pays), la France (69%), la Russie (68%) et la Turquie (67%). Intitulée « African Youth Survey 2024 », l'enquête

indique que la perception positive de l'influence de la Chine s'est améliorée par rapport à 2022 (82% en 2024 contre 78% en 2022). Une perception positive est très élevée chez les jeunes du Rwanda et du Tchad (96%), du Kenya (95%) et du Nigeria (93%), tandis que les jeunes originaires du Gabon (60%), de l'Ethiopie (63%) et de la Namibie (70%) sont les moins susceptibles de dire que l'influence de Pékin est positive.

La perception positive de l'influence de la Chine par les jeunes africains trouve essentiellement son origine dans les produits abordables écoulés sur les marchés africains, ses investissements dans les infrastructures et ses financements dans de nombreux pays du continent. En ce qui concerne les Etats-Unis, la perception positive de l'influence du pays de l'oncle Sam s'est améliorée comparative-ment à 2022 (79% en 2024 contre

75% en 2022). Il est mis en avant le soutien économique et financier de Washington aux pays africains ainsi que sa contribution à la création d'emplois.

Du côté de la Russie, la perception négative de l'influence de Moscou en Afrique a sensiblement augmenté au cours des deux dernières années, passant de 23% en 2022 à 30% en 2024, en raison notamment de son engagement dans des conflits impactant négativement les pays africains et de l'attitude « vorace » des entreprises russes opérant dans le secteur de l'exploitation des ressources naturelles sur le continent. Par ailleurs, plus de sept jeunes africains sur dix (72%) restent préoccupés par l'influence de l'ensemble des puissances étrangères. Ce taux est en baisse par rapport aux précédentes éditions de l'enquête réalisée en 2022 (74%) et en 2020 (81%).

Noël Ndong

La Chine dévoile les ambitions du forum

L'envoyé spécial du gouvernement chinois pour les affaires africaines, Liu Yuxi, a présenté, le 3 septembre, les grandes lignes et les objectifs de l'évènement.

« La Chine et l'Afrique entendent collaborer plus étroitement et faire preuve d'une grande solidarité. Nous nous soutiendrons mutuellement plus fermement sur les questions concernant nos intérêts fondamentaux et nos préoccupations majeures, et nous travaillerons main dans la main pour sauvegarder les intérêts légitimes des pays en développement », a confié Liu Yuxi. Selon lui, « la Chine et l'Afrique présentent des atouts très complémentaires en matière de développement. L'Afrique possède de riches ressources naturelles et d'énormes ressources humaines. Pour sa part, la Chine dispose d'avantages en termes de capitaux, de technologies et d'expériences ».

Le forum triennal a démarré avec un dîner de bienvenue et s'est poursuivi avec des échanges et des accords de coopération qui s'étendront jusqu'en 2027. Avec ce sommet, la Chine et les pays africains invités veulent poser les bases d'une collaboration équitable et fructueuse.

Yvette Reine Nzaba



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ LE QR CODE

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.lesdepêches-congo.com/content/newsletter

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Renforcement des capacités dans les provinces

Durant trois jours, soit du 4 au 6 septembre, les cadres et agents du ministère de l'Aménagement du territoire sont conviés à un atelier de formation des formateurs pour les missions de renforcement des capacités et de vulgarisation du nouveau cadre et structures organiques du secrétariat général à l'Aménagement du territoire dans les divisions provinciales.

Le secrétaire général à l'Aménagement du territoire, Dieu-donné Menzu, qui a lancé le 4 septembre, dans la salle Conforta, les travaux de l'atelier, a rappelé qu'il se tient dans le cadre du programme d'appui à la réforme de l'aménagement du territoire financé par l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (Cafi) à travers Fonaredd et mis en œuvre par le Pnud et le Fonds national d'aménagement du territoire (Fonat).

L'objectif global de cet atelier, a-t-il renchéri, est de préparer les formateurs à la double mission de vulgarisation du Nouveau cadre et structures organiques du Secrétariat général à l'Aménagement du territoire et de renforcement des capacités des agents provinciaux pour une meilleure appropriation de leurs tâches



Le secrétaire général à l'Aménagement du territoire et la chargée des missions adjointe du FonatDR

respectives.

Il sera donc question durant les trois jours de présenter, pour enrichissements, les contenus des modules de formation aux cadres et experts de la CAT désignés comme formateurs pour les missions

de vulgarisation du NCSO du MINAT et de renforcement des capacités des cadres et agents des divisions provinciales de l'AT en Provinces ; de valider les modules de formation et de sensibiliser les missionnaires aux activités à

mener pendant la mission sur le terrain et la répartition des tâches.

Le patron de l'administration centrale de l'Aménagement du territoire a, par ailleurs, indiqué que l'organisation de cet atelier est en lien avec

l'un des objectifs majeurs du programme de la réforme de l'aménagement du territoire sur « le renforcement des capacités humaines et techniques du ministère de l'Aménagement du territoire, mieux le renforcement des capacités des cadres et agents de l'administration aux niveaux central et provincial ». Cette formation de trois jours prévoit plusieurs modules dont le Guide méthodologique pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire, les informations générales sur les livrables produits dans le cadre de la réforme, le Guide de zonage participatif des terroirs villageois pour l'élaboration des plans simples d'aménagement du territoire.

Blandine Lusimana



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**

**AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE**

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAAC
NEWSLETTER**

**L'information du congo
et de sa région en un clic !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

PRISON DE MAKALA

Au moins 129 morts dans une tentative d'évasion

Au moins 129 prisonniers ont été tués et 59 autres blessés dans une tentative d'évasion à la prison de Makala, survenue tôt lundi, à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé mardi le gouvernement congolais.

Le bilan provisoire sur le plan humain s'élève à 129 morts, dont 24 par balles après «sommation», les autres victimes par «bousculade ou étouffement», a indiqué le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Jacquemain Shabani, précisant qu'au moins 59 blessés avaient été pris en charge par le gouvernement.

Selon lui, le bâtiment administratif, du greffe, de l'infirmerie et de dépôts des vivres ont été incendiés lors de l'accident.

Xinhua



Le BCNUDH préoccupé par les événements du 2 septembre

L'agence de l'ONU salue l'ouverture d'une enquête par les autorités congolaises et souhaite qu'elle soit prompte et transparente. Elle s'attend aussi à ce que les auteurs des crimes et violations des droits humains qui y sont survenus soient traduits devant la justice, quelles que soient leurs fonctions.

Dans son communiqué du 4 septembre 2024, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a noté sa préoccupation face aux récents développements au Centre pénitentiaire et rééducation de Kinshasa (CPRK), ex-prison centrale de Makala. Cette agence appuie sa réaction par le communiqué du vice-Premier ministre de l'Intérieur, indiquant que le 2 septembre 2024 vers 02H00 du matin, de dizaines de détenus ont été tués, entre autres par balles et piétinement, au cours d'une tentative d'évasion. Ce communiqué indique également qu'à ce stade, le gouvernement évoque un bilan provisoire de 129 morts dont 24 par balles, 59 blessés, pris en charge par l'Etat, et quelques détenues violées. Le BCNUDH signale, par ailleurs, qu'avant ces événements, plus de 15 mille personnes étaient détenues au CPRK construit pour en accueillir 1500.

Dans le cadre de son mandat, le BCNUDH dit qu'il assure le suivi des conditions de détention et soutient les autorités nationales dans les efforts fournis pour répondre aux problématiques liées à la détention. Il rappelle,

dans cette optique, que dans un rapport publié en 2022 sur la prévention de la torture en République démocratique du Congo (RDC), il formulait des recommandations dont la mise en œuvre pourra permettre de répondre de manière efficace et durable à certains défis auxquels fait face le système pénitentiaire du pays. En rapport avec ces événements du 2 septembre, le BCNUDH salue l'ouverture d'une enquête par les autorités et souhaite qu'elle soit prompte et transparente. Ce bureau invite, par ailleurs, les autorités à traduire devant la justice les auteurs des crimes et violations des droits humains qui y sont survenus, quelles que soient leurs fonctions.

Cette agence se dit également prête à fournir, dans le cadre de son mandat, toute l'assistance nécessaire lorsque celle-ci aura été formellement requise par les autorités judiciaires. Elle dit aussi attendre des autorités congolaises de prendre des mesures urgentes en vue d'assurer une prise en charge holistique des victimes des violations des droits humains, y compris de violences sexuelles, en accordant

une attention particulière à ceux et à celles qui sont dans une plus grande vulnérabilité. Ce bureau se dit disposé à soutenir les autorités dans ces efforts et salue l'intention du gouvernement exprimée dans son programme de «Construire et réhabiliter les infrastructures judiciaires et pénitentiaires». Le BCNUDH encourage, à ce titre, le gouvernement congolais à améliorer la séparation des détenus par sexe et groupe d'âge afin de prévenir les violences sexuelles en milieu carcéral.

Pour faire face à l'épidémie MPox en cours dans le pays, le BCNUDH invite les autorités à s'assurer que des mesures soient prises pour réduire le risque de propagation de la maladie au sein du CPRK et dans les lieux de détention à travers toute la RDC. Par rapport aux mesures préliminaires prises par le ministre d'Etat, ministre de la Justice, Garde des sceaux pour désengorger les prisons, le BCNUDH réitère sa disponibilité à identifier et appuyer des mécanismes à même de trouver une solution durable pour des conditions de détention dignes dans le pays.

Lucien Dianzenza

Le Rflap déplore les cas de viols des femmes.

Dans un communiqué rendu public à la suite d'une tentative d'évasion des prisonniers dans la nuit du dimanche 1er au lundi 2 septembre au Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (CPRK), le Réseau des femmes leaders pour l'accès à la parole (Rflap) par le canal de sa coordinatrice nationale, Grâce Ngyke, appelle les autorités à une assistance d'urgence pour les victimes des violences sexuelles.

Pour Grâce Ngyke, ces violences barbares constituent une violation flagrante des droits humains fondamentaux et mettent en lumière l'extrême vulnérabilité des femmes en milieu carcéral. Tout en déplorant ces événements tragiques qui ont entraîné mort d'hommes, le Rflap tient à manifester son soutien indéfectible aux femmes victimes. En sus, il salue les efforts du gouvernement congolais pour restaurer l'ordre au sein de la prison centrale de Makala.

Pour soulager les détenues victimes des violences sexuelles à cause de la tentative d'évasion des prisonniers, le Réseau demande au gouvernement congolais, à travers le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant de mettre en place sans délai un dispositif d'assistance d'urgence pour les femmes prisonnières ayant subi des violences sexuelles. « Il est essentiel que ces victimes reçoivent un soutien médical, psychologique et juridique adéquat pour leur permettre de surmonter cette épreuve », a insisté le Rflap qui rappelle que la protection des droits des femmes, y compris en milieu carcéral, doit être une priorité absolue. Aux autorités, le Rflap les exhorte à enquêter de manière approfondie sur ces incidents, à traduire en justice les auteurs de ces crimes odieux et à prendre des mesures concrètes pour prévenir de tels drames à l'avenir.

Blandine Lusimana

MATCH CONGO-SOUDAN DU SUD

Isaac Ngata confiant

Les Diables rouges affrontent, ce jeudi à 17 heures, au stade Alphonse-Massamba-Débat la sélection du Soudan du Sud dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025 que le Congo n'a plus disputée depuis 2015.

En conférence de presse d'avant match, le 4 septembre, Isaac Ngata, le sélectionneur du Onze national, s'est montré très optimiste tout en insistant sur l'importance de gagner le premier match à la maison. « L'important est d'amener cette équipe à gagner ce match parce que le premier match est le plus déterminant. En 2015, on avait le Soudan et l'Afrique du Sud. Le seigneur nous a remis les mêmes sélections sur notre chemin. A nous de prendre cela comme exemple et d'avancer », a déclaré le sélectionneur national.

Selon lui, la qualification pour la phase finale de la CAN est possible. Ses joueurs, a-t-il assuré, sont concentrés et

sont prêts à donner le maximum pour obtenir le résultat escompté. « On a préparé le nécessaire pour l'observation de l'équipe adverse. On est en train de continuer à travailler dans l'investissement mental et moral de chaque joueur pour que nous atteignons notre objectif. Nous ne voulons pas revivre ce qu'on a vécu », a souligné Isaac Ngata.

Le Congo ne peut relever ce

défi sans l'appui de son public. Et Isaac Ngata en a profité pour lancer un appel à la mobilisation et à l'unité. « Il nous manque à chaque fois de petits détails pour se qualifier. On échoue parfois à un point. C'est peut-être cet accompagnement qui nous manque. Je demande solennellement que tout le peuple s'unisse et qu'il soit derrière cette équipe », a-t-il expliqué. « Je demande au peuple

« Je demande au peuple congolais de venir nous encourager demain, nous motiver, nous booster afin de nous donner plus d'envie et plus de détermination à faire un résultat »

congolais de venir nous encourager demain, nous motiver, nous booster afin de nous donner plus d'envie et plus de détermination à faire un résultat », a ajouté Silvére Ganvoula, le capitaine de l'équipe.

James Golden Eloué



Isaac Ngata, le sélectionneur des Diables rouges/Kwamy



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



CONCOURS DE BEAUTÉ

Théodora Ibouanga sacrée miss Tchikoumbi

Théodora Ibouanga a remporté le titre auquel prétendaient 12 candidates habitant Loandjili, le quatrième arrondissement de Pointe-Noire. Organisé il y a quelques jours par les Amis d'Afrique francophone (Amaf), ce concours de beauté met des paillettes dans les yeux des candidates.

Ambassadrices de leur terroir natal, les 12 jeunes filles se sont présentées au public et ont été départagées par un jury composé de personnalités étrangères. La soirée a été marquée par les passages des candidates en tenue ordinaire, puis en robes africaines. Après une élection serrée qui a été ponctuée par des moments de suspense, il a fallu attendre tard dans la soirée pour connaître le résultat. C'est Théodora Ibouanga qui a été désignée par le jury et qui a remporté le titre de miss Tchikoumbi Amaf dans le quatrième arrondissement de



Pointe-Noire, au terme d'une semaine de préparation. Lancé il y a deux ans, ce concours est ouvert à toutes les filles et jeunes femmes, âgées de 17 à 28 ans, sans au-

cune exigence physique. Son but est de casser les standards habituels. C'est donc un concours de beauté, de beauté intérieure, où la bienveillance est valorisée.

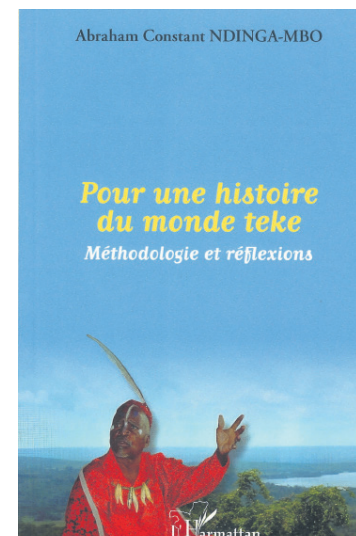
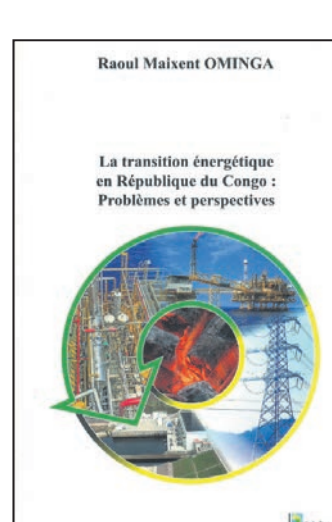
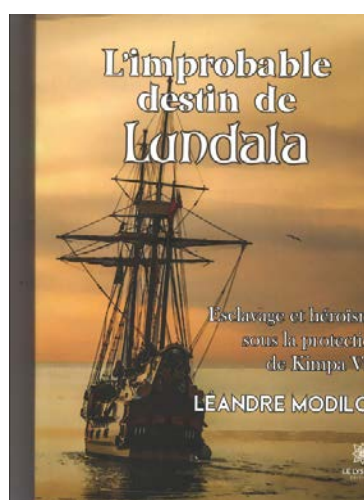
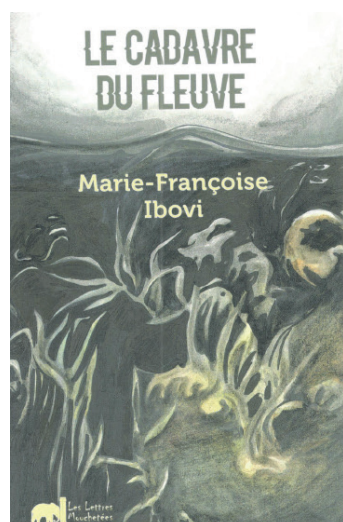
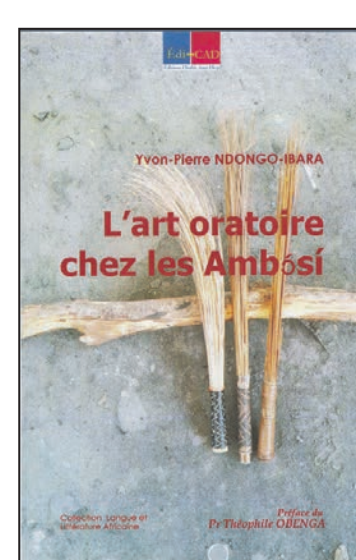
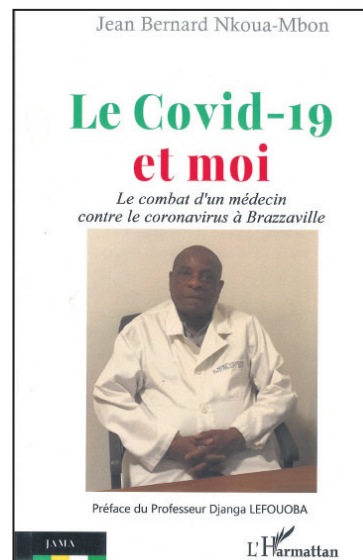
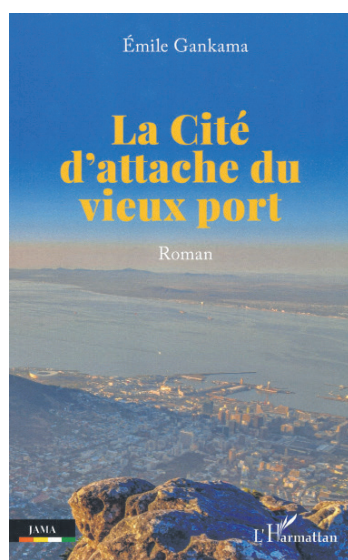
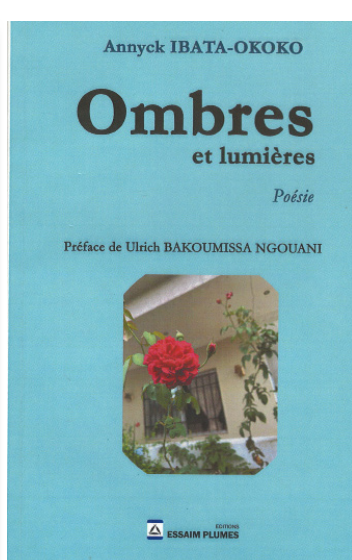
Leurs valeurs et ambitions, ce qu'elles souhaitent véhiculer sont les axes mis en avant par le comité d'organisation. Cette élection de Miss Tchikoumbi a permis à

Théodora Ibouanga de réaliser son rêve. Depuis toujours, la jeune demoiselle s'intéresse au monde des concours de beauté. Cette année, elle décide d'être candidate à cet événement, espérant ainsi gagner en confiance et en éloquence. Alors elle s'inscrit et participe pour la première fois à un concours de beauté. Aujourd'hui, elle est devenue l'ambassadrice de Loandjili. Notons que cette élection s'est tenue en présence de Lauréate Liliane Bigny Mbéri, administrateur-maire de Mvoumvou et de plusieurs personnalités.

Hugues Prosper Mabonzo



EN VENTE



ARTS MARTIAUX

Un gala de boxe prévu pour le 15 septembre

Organisé par Obambi Ngaporo, ce gala de boxe professionnelle propose un programme alléchant. Plusieurs combats auront lieu le 15 septembre dans l'enceinte de l'ex- Dom Helder Camara situé au centre-ville de Pointe-Noire.

Après une période d'absence, la boxe revient dans la ville de Pointe-Noire avec un événement exceptionnel : un gala de boxe. Cette activité nourrit déjà l'espoir des fans qui peuvent s'attendre à voir des moments passionnants.

Mais l'évènement principal de la soirée sera bien sûr le combat entre Correia Ben Gollo et Excellent Mbolo. Les deux boxeurs s'affronteront dans un combat de poids légers. Comptés parmi les étoiles montantes de la boxe congolaise, ces deux boxeurs s'affronteront dans un match très attendu. Ce combat promet d'être passionnant, car les deux combattants ont des records impressionnants et sont à leur apogée.

Les fans de boxe vivant à Pointe-Noire attendent avec impatience ce match et ce sera certainement une bataille intense entre deux des meilleurs boxeurs du moment. Leur combat devrait être une bataille intense, les fans peuvent s'attendre à beaucoup d'actions, car les deux combattants sont expérimentés et connus pour leur style de boxe agressif. Notons que ce combat promet d'être une bataille épique qui tiendra les téléspectateurs en haleine jusqu'à ce que la dernière cloche sonne. Cela devrait être un match serré avec de nombreux échanges aller-retour.

Hugues Prosper Mabonzo

LE PROMOTEUR OBAMBI NGAPORO L'ARGENT ORGANISE

YMAKASSI FIGHT

CHAMPION DU CONGO PROFESSIONNEL

CORREIA BEN GOLLO VS EXCELLENT MBOLO

10H 00 GALA DE BOXE PROFESSIONNELLE PAF 1000 FCFA

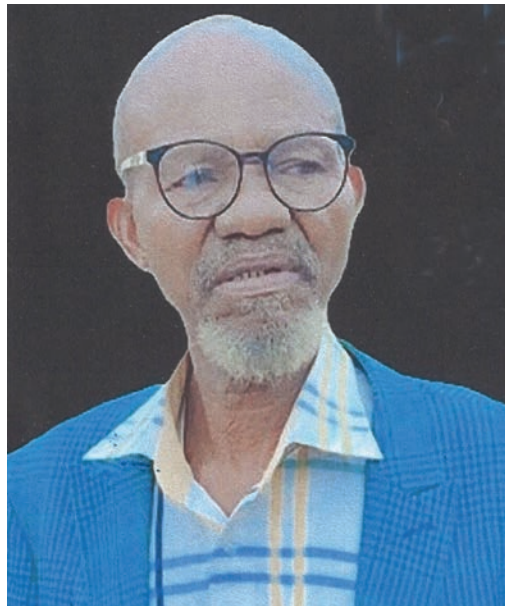
LE 15 SEPTEMBRE 2024 DANS L'ENCEINTE DE L'EX DOM HELDER CAMARA
TEL: +242 06 458 97 79 / 06 996 27 30

NÉCROLOGIE

CONSEIMMO-SI et la famille Yela ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, frère, oncle, père et grand-père, **Philippe Yela**, survenu à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au N°47, rue Yel- Philippe à Mayanga-Madibou (Réf. Agri-congo - arrêt sous-off).

La date et le jour de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



Jean-Romuald Mambou, inspecteur général des Mines, de la Géologie et des Industries minières, a la profonde douleur et une tristesse accrue d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de sa mère, la veuve Mambou née Bitohi Victorine, maman Vicky. Décès survenu le mardi 3 septembre 2024 à Pointe-Noire.

Les veillées mortuaires se tiennent à :

-Brazzaville : n°69, rue Pierre-Matingou à Diata (vers l'extérieur. Bar Mweti)

-Pointe-Noire : entrée KM4, derrière le bar Loufoulakari, vers l'ancien marché KM4.

Contact : (+242) 06.660.32.57



Les familles Akondzo et Ibovi informent les parents, amis et connaissances que l'inhumation de leur fille Pélagie Akondzo, décédée le 26 août 2024 à Brazzaville, aura lieu le samedi 7 septembre 2024 au cimetière Bouka de Kintélé.

Le programme des obsèques sera communiqué vendredi 6 septembre lors de la dernière veillée qui se tiendra au domicile familial sis n°8, rue Emeraude à Mikalou - Brazzaville.



Sauve-Gérard Ngoma Malanda, journaliste culturel (Cultura/ Télé Congo), la famille Ngoma Malanda (Dr Joly Serge, Clément Coulouma, Sœur Marie Virginie Noëlle, Bienvenu Nazaire, Gervais Noël et Laure Ghislaine), la famille Mpandzou et Mi-mpandzou Boueta Mbongo ont le regret d'annoncer le décès de leur sœur, fille et nièce, Emma Claudia Elizabeth Ngoma, survenu le 29 août 2024 à Orléans en France suite à une hospitalisation. L'inhumation aura lieu le vendredi 6 septembre à Orléans en France.

À Brazzaville, une veillée mortuaire est organisée à la maison familiale sise rue Biza à Makélékélé, arrêt de bus Sénégalais après le marché Bourreau. Une messe de suffrages sera dite en l'église St Charles-Lwuanga de Makélékélé le vendredi 6 septembre à 14h00.



VISITE

Le président Denis Sassou N'Guesso de passage à la Grande Muraille

En marge de sa participation au Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) et de sa visite d'Etat dans l'empire du milieu, le président de la République a gravi le 4 septembre, pour une seconde fois, les marches emblématiques de la Grande Muraille de Chine, à la fois monument historique et joyaux touristiques.

Après une première visite en 1964, c'est avec admiration que le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a effectué la visite de la Grande Muraille de Chine à Pékin en compagnie de l'ambassadrice de Chine au Congo, Li Yan, ainsi que de quelques membres du gouvernement, notamment les ministres Jean-Claude Gakosso, Arlette Soudan-Nonault, Jean Jacques Bouya, Jean-Baptiste Ondaye, Jean-Marc Thystère Tchicaya... chargés respectivement des Affaires étrangères; de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo; de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier; de l'Economie et des Finances; des Zones économiques spéciales et de la Diversification économique. « *Hommage sempiternel aux bâtisseurs des temps antiques qui ont érigé cette fortification inégalée, fait de la Chine millénaire un sanctuaire imprenable et per-*



Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, lors de sa 2^e visite de la Grande Muraille de Chine (Presse présidentielle)

mis l'éclosion, ici, au coeur de l'Asie, de l'une des plus grandes civilisations de tous les temps. Je ne m'émerveillerais jamais assez devant le génie militaire de ces hommes visionnaires et devant la force symbolique de la projection humaine », a déclaré le chef de l'Etat.

Par ailleurs, cette visite a été l'occasion pour le président Denis Sassou N'Guesso de s'imprégner de l'histoire de ce monument symbolique. De ce fait, il a

souhaité que cet ouvrage exceptionnel, patrimoine de l'humanité tout entière, soit préservé à travers les âges à venir. « *Merci sans fin au peuple chinois ami et à ses dirigeants de me l'avoir fait visiter en deux précieuses occasions: en 1964 et 2024* », s'est-il réjoui. Au terme de sa visite, le chef de l'Etat a été honoré en signe d'amitié par la partie chinoise en recevant une assiette traditionnelle avec pour design architecture de la Grande Muraille.

Pour rappel, la Grande Muraille, aussi appelée « Les Grandes Murailles », est un ensemble de fortifications militaires chinoises construites, détruites et reconstruites en plusieurs fois et à plusieurs endroits entre le III^e siècle av. J.-C. et le XVII^e siècle pour marquer et défendre la frontière Nord de la Chine. Inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, il attire chaque année des milliers de visiteurs de divers horizons.

Merveille Jessica Atipo

COOPÉRATION

L'Afrique plébiscitée par les provinces du Zhejiang et du Hunan

Dans le cadre du Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) qui se tient présentement à Pékin, les autorités des provinces du Zhejiang et du Hunan ont animé successivement des conférences de presse, le 4 septembre, au cours desquelles ils ont présenté le bilan des différentes activités menées dans le cadre de la coopération avec l'Afrique tout en exprimant la volonté de poursuivre des partenariats et échanges dans différents domaines avec les pays africains membres du Focac.

Avec une population de près de 64 567 588 habitants sous la gouvernance de Wang Hao, Zhejiang est une province de l'Est de la Chine avec un intérieur rural et des centres urbains au bord de la mer de Chine orientale. Ces dernières années, cette province a considérablement renforcé ses liens étroits avec différents pays africains. Les panelistes présents, à savoir Zhu Jun, Zhu Chonglie et Chen Jiangfeng, ont tout au long de leur exposé témoigné de la vitalité de ces relations avec de nombreuses réalisations à ce jour. En effet, sur le plan économique et commercial, la coopération entre Zhejiang et l'Afrique a enregistré une performance fructueuse.

En 2023, le volume du commerce entre la province chinoise et le continent africain a atteint 53,9 milliards de dollars et les investissements du Zhejiang en Afrique ont dépassé 4,6 milliards de dollars, plaçant cette cité parmi les premiers des provinces chinoises à coopérer avec l'Afrique. Au premier semestre de cette année, les deux parties ont réalisé un volume des échanges de 27,88 milliards de dollars, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente. Les importations en provenance d'Afrique se sont élevées à 5,55 milliards de dollars, en hausse de 12,9 % en glissement annuel. Dans d'autres domaines égale-

ment, Zhejiang se félicite du fait que ces dernières années, les échanges humains étaient de plus en plus fréquents notamment à travers des jumelages de provinces chinoises et de villes africaines; les visites des principaux dirigeants du comité provincial du parti et du gouvernement du Zhejiang en Afrique ainsi que l'accueil des délégations importantes d'Afrique dans cette province chinoise. Aussi, au niveau des échanges culturels, a-t-il été noté des relations de coopération inter universitaire et la création des instituts Confucius en Afrique, notamment au Congo, au Cameroun, en Tanzanie... afin de favoriser l'apprentissage du chinois et l'intégration culturelle par les peuples africains. À cela s'ajoutent des programmes de formations professionnelles ainsi que des missions de fourniture de services médicaux.

Au regard de ce tableau luisant, la province de Zhejiang se dit vouloir poursuivre cet élan de coopération. L'objectif étant de favoriser davantage les bénéfices mutuels et avancer main dans la main en vue de contribuer à la coopération pragmatique sino-africaine. De la même façon que l'Afrique a besoin de l'expertise dans certains domaines, la Chine aussi a besoin de ressources dans d'autres domaines. Se nourrir des acquis mutuels pour se déployer est une



Lors de la conférence de presse avec quelques représentants de la Province du Zhejiang/Adiac

nécessité pour les deux parties. Pourvu que cela se fasse dans le respect mutuel et des liens d'amitié réciproque. En cela, le Focac représente une plateforme majeure pour continuer à réunir les leaders africains et chinois afin d'explorer davantage d'autres pistes de collaboration.

Hunan souhaite intensifier les importations de produits en provenance de l'Afrique

Comme Zhejiang, la province du Hunan entretient de bonnes relations avec l'Afrique qui se manifestent, entre autres, par de fréquents échanges de haut niveau afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelle; la promotion et l'essor du commerce et de l'économie ainsi que l'organisation d'événements phares axés sur la coopération avec l'Afrique à l'instar des trois éditions consécutives de l'Exposition économique

et commerciale Chine-Afrique, du 7^e Forum des peuples Chine-Afrique et le 7^e Forum des jeunes dirigeants chinois et africains. En 2023, les importations et exportations du Hunan avec l'Afrique ont atteint 55,67 milliards de yuans, se maintenant au huitième rang national et au premier rang dans le centre et l'Ouest du pays. En parallèle, à la suite de l'établissement de la zone pilote de coopération économique et commerciale approfondie Chine-Afrique, la province du Hunan cherche à développer un nouveau type de commerce de troc, en mettant particulièrement l'accent sur l'expansion des importations de produits en dehors des ressources naturelles en provenance d'Afrique. Cela est indispensable pour accroître l'économie de l'Afrique et faire valoir ses atouts à l'extérieur. Le forum des affaires prévu ce 6 septembre sera l'occasion pour de

nombreux entrepreneurs africains d'explorer les pistes de coopération et d'investissement.

Dans le parc de démonstration de l'innovation pour la promotion de la coopération économique et commerciale Chine-Afrique, plus de 100 marques africaines ont été développées, et plus de 10 chaînes industrielles d'importation et d'exportation, telles que celles du café et des noix de cajou, ont été formées. « Face aux défis de la coopération économique et commerciale sino-africaine, telles que les devises, l'accès au marché, les normes, la capacité de production et les marchés, le Hunan proposera audacieusement de nouvelles solutions et explorera davantage de nouveaux modèles commerciaux pour le commerce avec l'Afrique », a laissé entendre l'une des personnalités du Hunan lors des échanges avec la presse.

M.J.A.